Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 224

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Venerdì, 26 settembre 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 - Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8024 Semestrale L. 4516
Trimestrale L. 2516 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1223.

Approvazione ed esecuzione del Protocollo concernente il regime doganale tra l'Italia e la Bulgaria e relativi scambi di Note, conclusi a Sofia il 19 dicembre 1950.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo concernente il regime doganale tra l'Italia e la Bulgaria e gli scambi di Note conclusi a Sofia il 19 dicembre 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo e scambi di Note suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — VANONI — LA MALFA — CAPPA

Visto, *il Guardasigilli* ZOLI

Protocollo concernente il regime doganale tra l'Italia e la Bulgaria e scambi di Note

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu ces jours-ci entre les Délégations commerciales de la République Italienne et de la République Populaire de Bulgarie, j'ai l'honneur de vous confirmer que les deux Gouvernements sont d'accord que ces conversations devront être reprises à un moment plus favorable, qui sera déterminé d'un commun accord entre les deux Gouvernements, ayant particulièrement en vue le désir des deux Parties d'augmenter dans les limites du possible leurs échanges commerciaux.

A cet effet ils se communiqueront préalablement les possibilités d'importation et d'exportation réciproques.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'envoyer la lettre suivante:

« Me référant aux conversations qui ont eu lieu ces jours-ci entre les Délégations commerciales de la République Italienne et de la République Populaire de Bulgarie, j'ai l'honneur de vous confirmer que les deux Gouvernements sont d'accord que ces conversations devront être reprises à un moment plus favorable, qui sera déterminé d'un commun accord entre les deux Gouvernements, ayant particulièrement en vue le désir des deux Parties d'augmenter dans les limites du possible leurs échanges commerciaux.

A cet effet ils se communiqueront préalablement les possibilités d'importation et d'exportation réciproques ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement Bulgare est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation bulgare
IVAN PERPELIEV

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

A l'occasion de leurs récents entretiens, les Délégations commerciales Italienne et Bulgare, dans le but de favoriser le développement des relations amicales heureusement existantes entre les deux Pays, ont reconnu la nécessité de remplacer, par un nouveau Traité, qui devra être conclu le plus tôt possible, le Traité de Commerce et de Navigation du 30 Juillet 1934, dont la validité a pris fin en date du 31 Mai 1950.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Italien se déclare, en ce qui le concerne, prêt à ouvrir sans délai des négociations pour la stipulation de ce Traité.

Jusqu'à la conclusion dudit Traité, en ce qui concerne la navigation et le traitement des navires de l'une des deux Parties contractantes dans les ports de l'autre et toutes les autres questions y relatives — à l'exception :

a) du trafic du cabotage;

b) de l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

qui sont réservés aux navires nationaux — les deux Parties s'accordent la clause de la nation la plus favorisée.

Il reste entendu qu'à se sujet chacune des deux Parties ne pourra pas demander à l'autre le bénéfice de l'application de la clause de la nation la plus favorisée pour obtenir des avantages plus amples que ceux qu'elle même accorde à l'autre Partie.

Pour ce qui a trait au régime douanier, les deux Parties contractantes se déclarent d'accord que ledit régime est réglé en conformité des dispositions contenues dans le Protocole douanier signé en date de ce jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE
AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'envoyer la lettre suivante :

« A l'occasion de leurs récents entretiens, les Délégations commerciales Italienne et Bulgare, dans le but de favoriser le développement des relations amicales heureusement existantes entre les deux Pays, ont reconnu la nécessité de remplacer, par un nouveau Traité, qui devra être conclu le plus tôt possible, le Traité de Commerce et de Navigation du 30 Juillet 1934, dont la validité a pris fin en date du 31 Mai 1950.

Par la présente, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Italien se déclare, en ce qui le concerne, prêt à ouvrir sans délai des négociations pour la stipulation de ce Traité.

Jusqu'à la conclusion dudit Traité, en ce qui concerne la navigation et le traitement des navires de l'une des deux Parties contractantes dans les ports de l'autre et toutes les autres questions y relatives — à l'exception :

a) du trafic du cabotage;

b) de l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

qui sont réservés aux navires nationaux — les deux Parties s'accordent la clause de la nation la plus favorisée.

Il reste entendu qu'à se sujet chacune des deux Parties ne pourra pas demander à l'autre le bénéfice de l'application de la clause de la nation la plus favorisée pour obtenir des avantages plus amples que ceux qu'elle même accorde à l'autre Partie.

Pour ce qui a trait au régime douanier, les deux Parties contractantes se déclarent d'accord que ledit régime est réglé en conformité des dispositions contenues dans le Protocole douanier signé en date de ce jour ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement Bulgare est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation bulgare
IVAN PERPELIEV

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Protocole concernant le régime douanier entre l'Italie et la Bulgarie

Le Président de la République Italienne et le Président du Narodno Sobranie de la République Populaire de Bulgarie, dans le but de faire face aux exigences de la situation actuelle en ce qui concerne le régime douanier entre les deux Pays, ont décidé de dresser un Protocole et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

Monsieur Luigi OTTAVIANI, *Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire,*

LE PRÉSIDIUM DU NARODNO SOBRANIE
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

Monsieur Ivan PERPELIEV, *Ministre-Adjoint du Commerce Extérieur,*

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté ce qui suit :

Article 1

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane, les impôts

et taxes à percevoir avec les droits de douane et les modalités relatives à leur perception; l'interprétation et l'application du tarif douanier; la classification, l'admission temporaire et la réexpédition des marchandises, ainsi que les prescriptions, formalités et droits établis pour les opérations de dédouanement, transbordement, transit en général et entreposage de marchandises.

Article 2

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujettis, à leur importation dans le territoire de l'autre Pays, à des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits d'un autre Pays quelconque.

Article 3

De même, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire de l'un des deux Pays, ne seront pas assujettis, à leur exportation vers le territoire de l'autre Pays, à des droits de douane, impôts et taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus ou qui pourront être perçus à l'avenir sur les produits exportés vers le territoire d'un autre Pays quelconque.

Article 4

Les dispositions visées aux articles 1, 2, 3, ne sont pas applicables:

a) aux avantages accordés ou bien qui pourront être accordés à l'avenir de la part de l'une des deux Parties dans le but de faciliter les rapports frontaliers avec les Etats limitrophes;

b) aux avantages dérivant d'une union douanière déja conclue ou qui pourra être conclue à l'avenir;

c) aux avantages spéciaux que l'une des deux Parties a accordé ou bien pourra accorder à l'avenir à des territoires ayant un Statut juridique spécial reconnu internationalement ou bien à des territoires conférés ou qui pourront être conférés à cette même Partie en administration fiduciaire;

d) aux avantages accordés actuellement ou qui pourront être accordés à l'avenir par l'Italie à la République de San Marino et à l'Etat de la Cité du Vatican.

Article 5

Ce Protocole sera mis en application à titre provisoire à partir du 19 Décembre 1950.

Il est entendu que son entrée en vigueur définitive reste subordonnée à l'accomplissement, de part et d'autre, des procédures intérieures prévues par les Constitutions des deux Pays.

Les Gouvernements des deux Pays se notifieront mutuellement l'accomplissement des susdites procédures.

Article 6

Les Parties se réservent la faculté de dénoncer les articles 1, 2, 3, 4 du présent Protocole, lesquels, en ce cas, prendront fin trois mois après la dénonciation. Les Parties contractantes ne pourront cependant pas se prévaloir de ladite faculté de dénonciation qu'à partir de trois mois après la mise en vigueur de ces mêmes dispositions.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Protocole.

Fait à Sofia, le 19 Décembre 1950 en langue française en deux exemplaires.

Pour la République Populaire de Bulgarie
IVAN PERPELIEV

Pour la République Italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

En relation aux pourparlers qui ont abouti à la signature du Protocole concernant le régime douanier entre la République Italienne et la République Populaire de Bulgarie, j'ai l'honneur de vous communiquer que les deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Au cas où l'une des deux Parties contractantes se trouverait dans la condition de devoir prendre des engagements en matière douanière ayant trait à:

1) des accords visant la constitution d'une zone à libre échange ou des accords régionaux;

2) des accords spéciaux approuvés par des organisations internationales, en vue de la situation particulière de certains territoires, de leur développement et de leur reconstruction;

les Gouvernements des deux Pays s'accorderont pour définir les autres exceptions au traitement de la nation la plus favorisée, dont il s'agit aux articles 1, 2, 3 qui devront être ajoutées à celles prévues à l'article 4 du susdit Protocole.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation italienne
LUIGI OTTAVIANI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION BULGARE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION ITALIENNE

Sofia, le 19 décembre 1950

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'envoyer la lettre suivante:

« En relation aux pourparlers qui ont abouti à la signature du Protocole concernant le régime douanier entre la République Italienne et la République Popu-

laire de Bulgarie, j'ai l'honneur de vous communiquer que les deux Gouvernements sont tombés d'accord sur ce qui suit:

Au cas où l'une des deux Parties contractantes se trouverait dans la condition de devoir prendre des engagements en matière douanière ayant trait à:

1) des accords visant la constitution d'une zone à libre échange ou des accords régionaux;

2) des accords spéciaux approuvés par des organisations internationales, en vue de la situation particulière de certains territoires, de leur développement et de leur reconstruction;

les Gouvernements des deux Pays s'accorderont pour définir les autres exceptions au traitement de la nation la plus favorisée, dont il s'agit aux articles 1, 2, 3 qui devront être ajoutées à celles prévues à l'article 4 du susdit Protocole ».

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement Bulgare est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la Délégation bulgare
IVAN PERPELIEV

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

LEGGE 31 luglio 1952, n. **1224**.
Autorizzazione della spesa di lire un miliardo per il proseguimento dei lavori di costruzione della nuova sede del Ministero degli affari esteri alla Farnesina, in Roma.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la spesa di lire un miliardo per il proseguimento dei lavori relativi alla costruzione della nuova sede del Ministero degli affari esteri alla Farnesina in Roma, di cui al regio decreto-legge 7 marzo 1938, n. 322, convertito in legge con la legge 16 giugno 1938, n. 951, ed alla legge 26 ottobre 1940, n. 1734.

Art. 2.

La somma indicata al precedente art. 1 sarà stanziata nello stato di previsione della spesa del Ministero dei lavori pubblici per l'esercizio 1950-51 e potrà essere utilizzata negli esercizi successivi.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge si provvede con un'aliquota delle maggiori entrate di cui al 4° provvedimento di variazione della entrata per l'esercizio predetto (legge 4 novembre 1951, n. 1197).

Per ulteriori finanziamenti sarà disposto con apposita autorizzazione di impegni nei successivi esercizi.

Art. 3.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — ALDISIO — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 luglio 1952, n. **1225**.
Soppressione della Legazione d'Italia e della Cancelleria consolare in Vienna (Austria) e istituzione di una Ambasciata e di una Cancelleria consolare in Vienna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 29 novembre 1870, n. 6090;
Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 18 aprile 1947, n. 266, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 febbraio 1948, n. 226, e successive modificazioni;
Vista la legge 4 gennaio 1951, n. 13;
Udito il parere del Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

La Legazione d'Italia in Vienna (Austria) e la Cancelleria consolare presso la stessa Legazione sono soppresse.

Art. 2.

E' istituita in Vienna (Austria) una Ambasciata.

Art. 3.

E' istituita in Vienna (Austria) una Cancelleria consolare alle dipendenze dell'Ambasciata con la seguente circoscrizione territoriale: La bassa Austria e il Burgenland.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed ha effetto a decorrere dalla sua data.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 8 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 19 settembre 1952
Atti del Governo, registro n. 58, foglio n. 27. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 luglio 1952, n. 1226.

Approvazione dei programmi di insegnamento dell'educazione fisica.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto-legge 10 aprile 1936, n. 634, convertito in legge 28 maggio 1936, n. 1170;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 8 novembre 1946, n. 383;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 maggio 1947, n. 936;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

I programmi di insegnamento dell'educazione fisica negli istituti e scuole di istruzione media, classica, scientifica, magistrale, tecnica ed artistica, approvati con il decreto del Capo provvisorio dello Stato 8 novembre 1946, n. 383, sono modificati a decorrere dall'inizio dell'anno scolastico 1952-53 secondo il testo annesso al presente decreto e firmato, d'ordine del Presidente della Repubblica, dal Ministro proponente.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 luglio 1952

EINAUDI

SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *settembre* 1952
Atti del Governo, registro n. 50, *foglio n.* 33. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 luglio 1952, n. 1227.

Modificazioni allo statuto dell'Istituto superiore navale di Napoli.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Istituto superiore navale di Napoli, approvato con regio decreto 16 gennaio 1933, n. 1570, e modificato con i regi decreti 16 ottobre 1934, n. 2081; 29 aprile 1937, n. 792; 30 marzo 1939, n. 1001; 26 ottobre 1940, n. 1922; 5 settembre 1942, n. 1739, e con decreto del Capo provvisorio dello Stato 11 novembre 1947, n. 1458;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduto il decreto legislativo 23 marzo 1948, n. 265, ratificato con legge 19 maggio 1950, n. 355;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche del predetto Istituto;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Istituto superiore navale di Napoli è così ulteriormente modificato:

Art. 18. — Agli insegnamenti fondamentali del corso di laurea in discipline nautiche è aggiunto quello di:

« Teoria e tecnica delle onde elettromagnetiche ».

Dopo l'attuale art. 35 viene aggiunto il seguente nuovo articolo con il conseguente spostamento della numerazione degli articoli successivi.

Art. 36. — « Per quanto attiene al grado 3° i professori dell'Istituto vengono considerati, anche a tal fine, come i professori universitari di ruolo statale e vengono assegnati al predetto grado allorquando i docenti di ruolo statale provvisti della medesima anzianità di servizio conseguono tale grado ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 luglio 1952

EINAUDI

SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *settembre* 1952
Atti del Governo, registro n. 58, *foglio n.* 26. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 agosto 1952, n. 1228.

Emissione di un francobollo celebrativo della Conferenza di Roma, del settembre 1952, dell'International Civil Aviation Organisation (I.C.A.O.).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 21 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato col regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto l'art. 239 del regolamento per i servizi postali (titolo preliminare e parte prima), approvato col regio decreto 18 aprile 1940, n. 689;

Riconosciuta l'opportunità che sia emesso un francobollo speciale celebrativo della Conferenza di Roma, del settembre 1952, dell'International Civil Aviation « per la revisione e la firma di un nuovo testo della Convenzione di Roma del 1933 »;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per le poste e le telecomunicazioni;

Decreta:

Art. 1.

E' autorizzata l'emissione di un francobollo celebrativo della Conferenza di Roma, del settembre 1952, dell'International Civil Aviation Organisation (I.C.A.O.).

Art. 2.

Con decreto del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con il Ministro per il tesoro, verranno precisate le caratteristiche tecniche del franco-

bollo di cui all'art. 1 del presente decreto, e saranno indicati i termini per la validità ed il cambio del francobollo medesimo.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 agosto 1952

EINAUDI

DE GASPERI — SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *settembre* 1952
Atti del Governo, registro n. 58, *foglio n.* 32. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 luglio 1952.

Variante al tracciato di strada provinciale di serie n. 223 in provincia di Reggio Emilia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la deliberazione in data 5 settembre 1951, con la quale l'Amministrazione provinciale di Reggio Emilia chiede ai sensi dell'art. 25 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *F*, sui lavori pubblici, l'approvazione di una variante al tracciato della strada provinciale di serie n. 223 approvato con decreto 20 giugno 1889, in base alla quale l'attuale tronco « Ponte Fornaci-Passo del Vo-Carpineti-Felina » viene sostituito col tronco « Ponte Fornaci-Colombaia sul Secchia-Ponte Cavola-San Bartolomeo-Felina »;

Visto il voto favorevole del Consiglio superiore dei lavori pubblici espresso nell'adunanza del 3 giugno 1952;

Visto il predetto art. 25 della citata legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *F*, sui lavori pubblici;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

E' approvata, ai sensi e per gli effetti dell'art. 25 della legge 20 marzo 1865, n. 2248, allegato *F*, sui lavori pubblici, la variante all'andamento della strada provinciale di serie n. 223 in provincia di Reggio Emilia, approvato con regio decreto 20 giugno 1889, in base alla quale il tronco « Ponte Fornaci-Passo Vo-Carpineto-Felina » viene sostituito con il tronco « Ponte Fornaci-Colombaia sul Secchia-Ponte Cavola-San Bartolomeo-Felina », come risulta dall'allegata planimetria alla scala 1:25.000, vistata dal Consiglio superiore dei lavori pubblici.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 25 luglio 1952

EINAUDI

ALDISIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 *agosto* 1952
Registro Lavori pubblici n. 22, *foglio n.* 238.

(4594)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 agosto 1952.

Conferma del presidente e del vice presidente del Monte di credito su pegno di 1ª categoria di Bologna, con sede in Bologna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti il regio decreto 25 aprile 1929, n. 967, ed il regio decreto 5 febbraio 1931, n. 225;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 6 settembre 1946, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 6 novembre stesso anno, con il quale i signori avv. Artemio Pergola e rag. Socrate Reali sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di 1ª categoria di Bologna;

Considerato che i predetti signori sono scaduti di carica per compiuto periodo;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

I signori prof. avv. Artemio Pergola ed il rag. Socrate Reali sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di 1ª categoria di Bologna, con sede in Bologna, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalla norma statutaria.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 2 agosto 1952

EINAUDI

PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *settembre* 1952
Registro Tesoro n. 19, *foglio n.* 32. — VENTURA-SIGNORETTI

(4578)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 agosto 1952.

Sostituzione del vice presidente e di due membri della Sezione speciale per la risoluzione delle controversie concernenti l'applicazione dei tributi locali, presso la Commissione centrale delle imposte.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 334;

Visto il proprio decreto 27 dicembre 1948, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1949, registro Finanze n. 2, foglio n. 98, relativo alla costituzione della Commissione centrale delle imposte;

Ritenuta la necessità di provvedere alla sostituzione del prof. Enrico Colagrosso, vice presidente della Sezione speciale per la risoluzione delle controversie concernenti l'applicazione dei tributi locali presso la predetta Commissione centrale per le imposte, perchè deceduto;

Ritenuto che, in seguito alla sua nomina a consigliere di Stato, il prof. Salvatore Cossu, già direttore generale del Ministero dell'interno, non può più essere componente della Sezione speciale suindicata, della quale fa già parte altro consigliere di Stato, giusta le disposizioni dell'art. 2, comma sesto, e dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, numero 334;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze;

Decreta:

Il prof. Ernesto Battaglini, Avvocato generale della Corte di cassazione, membro della Sezione speciale per la risoluzione delle controversie concernenti l'applicazione dei tributi locali, presso la Commissione centrale delle imposte, è nominato vice presidente della Sezione speciale stessa in sostituzione del prof. Enrico Colagrosso.

Il dott. Ginevrino Celentano, consigliere di Corte di cassazione ed il dott. Corrado Catenacci, direttore generale dell'Amministrazione civile, sono nominati membri della medesima Sezione speciale, in sostituzione, rispettivamente del prof. Ernesto Battaglini e del prof. Salvatore Cossu.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 2 agosto 1952

EINAUDI

De Gasperi — Vanoni

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 agosto 1952
Registro Finanze n. 23, foglio n. 174. — Lesen

(4616)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 16 settembre 1952.

Sostituzione di alcuni membri del Comitato nazionale per la produttività.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il decreto interministeriale del 22 ottobre 1951, concernente la costituzione del Comitato nazionale per la produttività;

Visto il proprio decreto in data 3 novembre 1951, col quale sono stati nominati i componenti del Comitato anzidetto;

Ritenuto che il sig. Italo Viglianesi e il dott. Renato Bulleri hanno rassegnato le dimissioni da membri del Comitato medesimo;

Viste le designazioni formulate a termini dell'art. 3 del decreto interministeriale sopracitato per la sostituzione dei predetti membri;

Decreta:

Il sig. Giuseppe Bacci e il dott. Emanuele Levi sono nominati membri del Comitato nazionale per la produttività, in sostituzione rispettivamente del sig. Italo Viglianesi e del dott. Renato Bulleri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 settembre 1952

Piccioni

(4627)

DECRETO MINISTERIALE 24 luglio 1952.

Fissazione di coefficienti per la determinazione del valore dei fabbricati distrutti dagli eventi bellici da ricostruire.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 10 aprile 1947, n. 261;

Vista la legge 25 giugno 1949, n. 409;

Visti i decreti interministeriali n. 3808/4506 del 13 maggio 1946, registrato alla Corte dei conti il 19 giugno successivo al registro n. 9, foglio n. 203; n. 4404 del 17 giugno 1946, registrato alla Corte dei conti il 31 luglio successivo al registro n. 3, foglio n. 162; n 6913/7775 dell'8 agosto 1946, registrato alla Corte dei conti il 20 settembre successivo al registro n. 8, foglio n. 39, con cui, a termini dell'art. 46 del decreto legislativo luogotenenziale 9 giugno 1945, n. 305, corrispondente all'art. 51 del citato decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 10 aprile 1947, n. 261, furono determinati i rapporti in base ai quali deve essere stabilito ai fini della concessione del contributo statale, il valore dei fabbricati da ricostruire;

Visti i decreti interministeriali: n. 4822/5114 del 28 maggio 1947, registrato alla Corte dei conti il 23 luglio successivo al registro n. 15, foglio n. 221, e n. 5985 del 23 giugno 1947, registrato alla Corte dei conti il 20 agosto successivo al registro n. 17, foglio n. 336, coi quali i rapporti innanzi citati, a seguito dell'aumento verificatosi nei prezzi della mano d'opera e dei materiali, venivano aggiornati a partire dal 1° gennaio 1947;

Visto il decreto interministeriale n. 975-*A* del 3 febbraio 1948, registrato alla Corte dei conti il 10 marzo successivo al registro n. 6, foglio n. 135, col quale sono stati aggiornati i rapporti predetti a partire dal 1° gennaio 1948;

Visto il decreto interministeriale n. 4083/5553 del 7 luglio 1949, registrato alla Corte dei conti il 9 agosto 1949 al registro n. 12, foglio n. 305, col quale sono stati nuovamente aggiornati i rapporti predetti a partire dal 1° gennaio 1949;

Ritenuto che, per le mutate condizioni del mercato, successivamente rilevate, è necessario aggiornare nuovamente i rapporti come sopra stabiliti;

Decreta:

Il rapporto previsto dall'art. 51 del decreto legislativo 10 aprile 1947, n. 261, corrispondente all'art. 5 della legge 25 giugno 1949, n. 409, riferito a tutti i tipi

di fabbricati, dal 1° gennaio 1952, resta fissato come appresso per ciascuna delle Provincie sotto indicate:

Coefficiente 47 *per le provincie di*:

Roma Genova La Spezia Torino Aosta Novara Vercelli Milano - Bergamo Brescia Como Pavia Sondrio Varese Trento Bolzano Gorizia.

Coefficiente 43:

per tutte le altre Provincie del territorio nazionale.

Roma, addì 24 luglio 1952

Il Ministro per i lavori pubblici
ALDISIO

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 agosto 1952
Registro Lavori pubblici n. 21, *foglio n.* 50.

(4617)

DECRETO MINISTERIALE 9 settembre 1952.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico delle zone site nell'ambito dei comuni di Ischia, Casamicciola, Forio d'Ischia, Barano, Lacco Ameno e Serrara Fontana.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E CON
LA PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
COMMISSARIATO PER IL TURISMO

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Napoli per la tutela delle bellezze naturali, nelle adunanze del 5 marzo e del 5 giugno 1948, includeva nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, le zone dell'Isola d'Ischia site nei comuni di Ischia, Casamicciola, Forio d'Ischia, Barano, Lacco Ameno e Serrara Fontana;

Considerato che l'elenco degli immobili compresi in detta zona è stato pubblicato, ai sensi del citato art. 2 della legge sulle bellezze naturali, per un periodo di tre mesi nell'albo dei Comuni anzidetti senza che sia stata prodotta alcuna opposizione da parte di chicchessia;

Riconosciuto che le zone predette presentano cospicui caratteri di bellezza naturale;

Ritenuto opportuno di escludere le proprietà demaniali;

Decreta:

Le zone dell'Isola d'Ischia, site nei comuni di Ischia, Casamicciola, Forio d'Ischia, Barano, Lacco Ameno e Serrara Fontana, indicate negli annessi elenchi redatti dalla Commissione provinciale di Napoli, escluse le proprietà demaniali, hanno notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497 e sono quindi sottoposte a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale*, insieme con gli elenchi della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Napoli, nei quali sono indicati i dati delle zone sottoposte al presente vincolo.

Una copia della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto verrà trasmessa, a mezzo della Soprintendenza ai monumenti di Napoli, entro un mese dalla data della sua pubblicazione, a ciascuno dei seguenti comuni: Ischia, Casamicciola, Forio d'Ischia, Barano, Lacco Ameno e Serrara Fontana.

Altra copia con la planimetria sarà contemporaneamente depositata presso i competenti uffici dei suddetti Comuni perchè gli interessati possano prenderne visione.

La predetta Soprintendenza è incaricata di comunicare al Ministero la data dell'effettiva affissione nell'albo dei Comuni interessati della copia della *Gazzetta Ufficiale* di cui sopra.

Roma, addì 9 settembre 1952

Il Ministro per la pubblica istruzione
GONELLA

Il Ministro per l'interno
SCELBA

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
Il Commissario per il turismo
ROMANI

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Napoli

Elenco delle località dei Comuni dell'Isola d'Ischia compilati ai sensi del n. 4 dell'art. 1 *della legge* 29 *giugno* 1939, *n.* 1497

Comune d'Ischia (Porto)

L'intero territorio.

Comune di Casamicciola

Tutti i terreni a valle della via provinciale dal confine del comune di Porto d'Ischia fino all'incrocio di via Cumana nonchè quelli a valle della stessa via Cumana, del corso Vittorio Emanuele, di via Nizzola, di via Speziera, di via Monterito fino al confine col comune di Lacco Ameno.

Comune di Serrara Fontana

A partire dal Comune tutti i terreni a sud della linea che congiunge i due campanili di Succhivo e di San Giorgio a Testaccio e successivamente della mulattiera che attraversa Monteotto, Casale San Costanzo, la Guardiola e prosegue lungo il ciglio della montagna fino al confine del comune di Porto d'Ischia.

Comune di Forio d'Ischia

Tutti i terreni a valle della via Borbonica e della provinciale fino al confine del comune di Serrara Fontana.

Comune di Lacco Ameno

Tutti i terreni a valle della via Borbonica.

Barano di Ischia

A partire dal confine del comune di Serrara Fontana tutti i terreni a nord della linea che congiunge i due campanili di Succhivo e della Chiesa di San Giorgio a Testaccio e successivamente della mulattiera che attraversa Montecotto, Casale San Costanzo, la Guardiola e prosegue lungo il ciglio della montagna fino al confine del comune di Porto d'Ischia.

(4618)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, registrato alla Corte dei conti il 10 settembre 1952, è stato respinto il ricorso prodotto in via straordinaria dalla signora Rotondò Rosaria, già impiegata avventizia presso l'Alto Commissariato per l'alimentazione, avverso il provvedimento che le ha negato il riconoscimento dell'anzianità di servizio continuativo dal 1° aprile 1942 al 31 dicembre 1949.

(4619)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Proroga di divieti di caccia e uccellagione

Il divieto di caccia e uccellagione sotto qualsiasi forma, disposto con il decreto Ministeriale 26 luglio 1951, nella zona di Conflenti, Martirano Lombardo, San Mango d'Aquino, Nocera Tirinese, Falerna e Gizzeria (Catanzaro), dell'estensione di ettari 5745, i cui confini sono stati delimitati con lo stesso decreto Ministeriale, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 11 agosto 1949 e 3 giugno 1951, nella zona di Soncino (Cremona), dell'estensione di ettari 375, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 11 agosto 1949, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 9 agosto 1949 e 1° giugno 1951, nella zona di San Bassano (Cremona), dell'estensione di ettari 544, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 9 agosto 1949, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953.

Il divieto di caccia e uccellagione, sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 10 agosto 1948 e 22 maggio 1950, nella zona di Vescovato (Cremona), dell'estensione di ettari 568, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 10 agosto 1948, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953.

Il divieto di caccia e uccellagione sotto qualsiasi forma, disposto con i decreti Ministeriali 8 agosto 1949 e 4 giugno 1951, nella zona di Crema (Cremona), dell'estensione di ettari 500, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 8 agosto 1949, s'intende prorogato, ai sensi dell'art. 23 del testo unico delle norme per la protezione della selvaggina e per l'esercizio della caccia, approvato con regio decreto 5 giugno 1939, n. 1016, fino al 30 giugno 1953.

(4602)

Rinnovo di zona venatoria di ripopolamento e cattura

La zona di ripopolamento e cattura di Castiglioncello (Livorno) della estensione di ettari 442 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 30 ottobre 1948, viene rinnovata fino al 30 giugno 1955.

(4597)

Rinnovo e riduzione di superficie di zona venatoria di ripopolamento e cattura

La zona di ripopolamento e cattura di Concordia Sagittaria (Venezia), della estensione di ettari 834 circa, i cui confini sono stati delimitati con il decreto Ministeriale 8 settembre 1951, viene rinnovata fino al 30 giugno 1955, limitatamente ai fondi della superficie di ettari 515, delimitati dai confini sotto indicati:

nord: strada consorziale « La Franzona » e, per breve tratto, fiume Lemene;

ovest: fiume Lemene e canale delle Lame;

sud: canale delle Lame;

est: proprietà che costituisce la tenuta denominata Società Franzona C.A., e canale delle Lame.

(4600)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO
ISPETTORATO GENERALE RAPPORTI FINANZIARI CON L'ESTERO
PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 204

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 25 settembre 1952

	Dollaro U. S. A.	Dollaro Canadese
Borsa di Bologna	624,94	650,50
» Firenze	624,90	650 —
» Genova	624,92	652 —
» Milano	624,94	652,50
» Napoli	624,90	648 —
» Palermo	—	—
» Roma	624,92	651,25
» Torino	624,93	650,75
» Trieste	624,94	—
» Venezia	624,90	650,50

Media dei titoli del 25 settembre 1952

Rendita 3,50 % 1906	68,05
Id. 3,50 % 1902	66,50
Id. 3 % lordo	66,55
Id. 5 % 1935	97,275
Redimibile 3,50 % 1934	77,60
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,825
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	74,15
Id. 5 (Ricostruzione)	95,15
Id. 5 % 1936	93,25
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	99,60
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	99,65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	99,60

L'ispettore generale contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi del 25 settembre 1952

Cambi medi per le valute di conto valutario esportazione e rimesse (Decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632)

1 dollaro U.S.A.	Lit.	624,93
1 dollaro canadese	»	651,87

Cambio per le contrattazioni in lire sterline (Decreto Ministeriale 19 settembre 1949, *Gazzetta Ufficiale* 19 settembre 1949, n. 215).

1 lira sterlina	Lit.	1.749,80

Cambi di compensazione

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	Lit.	12,50	per franco belga
Danimarca	»	90,46	» corona danese
Francia	»	1,785	» franco francese
Germania	»	148,77	» marco occid.
Norvegia (c/nuovo)	»	87,48	» corona norvegese
Olanda	»	164,44	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	»	120,78	» corona svedese
Svizzera (conto A)	»	142,90	» franco svizzero

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3a *pubblicazione*). Elenco n. 2.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. Red. 3,50 % (1934)	260264	220,50	Zucca *Luigia* fu Cesare, con usufrutto vitalizio a Morelli *Cesarina* di Paolo, vedova Zucca.	Zucca *Luisa* fu Cesare, con usufrutto vitalizio a Morelli *Antonietta* di Paolo, vedova Zucca.
Id.	444424	276,50	Zucca *Luigia* o *Luisa* fu Cesare, con usufrutto vitalizio a Morelli Antonietta di Paolo, vedova Zucca.	Come sopra, con usufrutto come contro.
Rend. 5 % (1935)	212021	8.750 —	Cassitto Teresa fu Francesco Paolo, dom. in Ostuni (Brindisi), con usufrutto vitalizio a *Semerano* Carmela fu Giacomo Giovanni, dom. in Ostuni (Brindisi).	Come contro, con usufrutto vitalizio a *Semeraro* Carmela ecc., come contro.
Id.	226620	3.325 —	Cassitto Teresa fu Francesco Paolo, minore sotto la patria potestà della madre Semeraro Carmela fu *Giovanni*, dom. in Ostuni (Brindisi), con usufrutto vitalizio a Semeraro Carmela fu *Giovanni*, dom. in Ostuni (Brindisi).	Come contro, sotto la patria potestà della madre Semeraro Carmela fu *Giacomo Giovanni*, ecc., come contro, con usufrutto vitalizio a Semeraro Carmela fu *Giacomo Giovanni*, dom. in Ostuni (Brindisi).
Id.	212020	8.750 —	Cassitto Raffaele fu Francesco Paolo, domiciliato in Ostuni (Brindisi), con usufrutto vitalizio a *Semerano* Carmela fu Giacomo Giovanni, dom. in Ostuni (Brindisi).	Come contro, con usufrutto vitalizio a *Semeraro* Carmela ecc., come contro.
Id.	226619	3.325 —	Cassitto Raffaele fu Francesco Paolo, minore, sotto la patria potestà della madre Semeraro Carmela fu *Giovanni*, dom. in Ostuni (Brindisi), con usufrutto a questa ultima.	Come contro, sotto la patria potestà della madre Semeraro Carmela fu *Giacomo-Giovanni*, ecc., come contro.
Id.	227924	3.000 —	Cassitto Raffaele fu Francesco Paolo, minore sotto la patria potestà della madre *Semerano* Carmela fu *Giovanni*, dom. in Ostuni (Brindisi), con usufrutto vitalizio a quest'ultima.	Come contro, sotto la patria potestà della madre *Semeraro* Carmela fu *Giacomo Giovanni*, ecc., come contro.
Id.	229680	10.445 —	Come sopra con usufrutto come sopra.	Come sopra con usufrutto come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 1° agosto 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3982)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio pubblico ai beni patrimoniali dello Stato di un appezzamento di terreno nella sponda destra del fiume Livenza in comune di Portobuffolè.

Con decreto interministeriale 17 luglio 1952, n. 716, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico ai beni patrimoniali dello Stato di una zona di pertinenza idraulica demaniale costituita da un appezzamento di terreno sulla sponda destra del fiume Livenza individuato al catasto del comune di Portobuffolè, sez. *F*, foglio II, mappale 190, della superficie di ha. 0.15.52 ed indicato nell'estratto catastale 24 aprile 1951, scala 1:2000, dell'Ufficio tecnico erariale di Treviso, che fa parte integrante del decreto citato.

(4630)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di produzione e lavoro « Santa Barbara », con sede in San Giovanni Ilarione (Verona), ai sensi dell'art. 2543 del Codice civile e nomina del commissario.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 18 settembre 1952, il Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di produzione e lavoro « Santa Barbara », con sede in San Giovanni Ilarione (Verona), costituita con atto in data 5 aprile 1951, a rogito del notaio Cazzola di Verona, è stato sciolto ai sensi dell'art. 2543 del Codice civile ed è stato nominato commissario il sig. Censi Bruno.

(4620)

BANCA D'ITALIA

CAPITALE SOCIALE INTERAMENTE VERSATO L. 300.000.000

SITUAZIONE AL 31 AGOSTO 1952

ATTIVO

Voce		Importo
Oro in cassa . . . . L.		4.224.262.777,89
Oro depositato all'estero dovuto dallo Stato alla Banca . . . . . »		1.772.798.105 —
Cassa . . . . »		4.688.616.661,40
Portafoglio su piazze italiane . . . . »		175.957.279.453,60
Effetti ricevuti per l'incasso . . . . »		40.107.242,16
Anticipazioni . . . . »		82.921.470.348,82
Prorogati pagamenti alle Stanze di compensazione »		479.148.600 —
Disponibilità in divisa all'estero . . . . »		39.107.994.597,86
Titoli dello Stato o garantiti dallo Stato . . . . . »		32.334.611.804,01
Immobili per gli uffici . . . . »		734.055.755 —
Debitori diversi . . . . »		783.803.281.148,93
Partite varie . . . . »		3.814.754.515,39
Anticipazioni al Tesoro — Temporanee . . . . »		100.000.000.000 —
Anticipazioni al Tesoro — Straordinarie . . . . . . »		342.697.000.000 —
Emissioni delle Forze alleate o per conto di esse:		
Amlire emesse direttamente dalle Forze alleate . . . . L.	113.896.481.370 —	
Fondi in moneta nazionale forniti alle Forze medesime »	31.245.348.495 —	
		145.141.829.865 —
Impieghi in titoli per conto del Tesoro . . . . . . L.		179.000.000.000 —
Servizi diversi per conto dello Stato . . . . »		13.563.456.461,71
Spese . . . . »		16.326.004.676,62
L.		1.926.606.672.013,39
Depositi in titoli e valori diversi . . . . »		2.726.726.005.815,62
L.		4.653.332.677.829,01
Partite ammortizzate nei passati esercizi . . . . . »		69.801.043,24
TOTALE GENERALE . . . L.		4.653.402.478.872,25

PASSIVO

Voce		Importo
Circolazione . . . . L.		1.267.881.345.700 —
Vaglia cambiari, assegni ed altri debiti a vista della Banca . . . . »		15.641.186.349 —
Depositi in conto corrente liberi . . . . »		39.915.046.765,95
Conti correnti vincolati . . . . »		400.737.351.059,26
Creditori diversi . . . . »		81.261.391.557,81
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria »		3.420.274.587,26
Idem — *Fondo speciale art. 9 legge 14 dicembre 1951, n. 1325* »		54.261.800.000 —
Tesoro dello Stato Aiuti internazionali:		
Governo italiano Fondi in lire (saldo) . . . . L.	49.922.090.914,37	
Governo italiano - Conto delle anticipazioni speciali (decreto legislativo n. 781 del 7-5-1948 per la costituzione dei Fondi in lire al netto dei rimborsi »	4.710.766.838,98	
		45.211.324.075,39
Rendite del corrente esercizio . . . . L.		16.518.029.907,13
L.		1.924.847.750.001,80
Capitale sociale . . L.	300.000.000 —	
Fondo di riserva ordinario . »	823.432.982,40	
Fondo di riserva straordinario . . »	635.489.029,19	
		1.758.922.011,59
L.		1.926.606.672.013,39
Depositanti . . . . »		2.726.726.005.815,62
L.		4.653.332.677.829,01
Partite ammortizzate nei passati esercizi . . . . »		69.801.043,24
TOTALE GENERALE . . . L.		4.653.402.478.872,25

(4650) *Il Governatore*: MENICHELLA *Il Ragioniere generale*: PIERINI

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Concorso per titoli per l'ammissione ad un corso di pilotaggio aereo di trecentoquaranta allievi ufficiali piloti di complemento e di duecento allievi sergenti piloti non di carriera.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il regio decreto-legge 28 gennaio 1935, n. 314 e successive modificazioni;
Visto il regio decreto-legge 3 febbraio 1938, n. 774;
Vista la legge 2 dicembre 1940, n. 1848;
Vista la legge 25 luglio 1941, n. 1136;
Vista la legge 27 giugno 1942, n. 976;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli per l'ammissione ad un corso di pilotaggio aereo per·
a) trecentoquaranta allievi ufficiali piloti di complemento;
b) duecento allievi sergenti piloti non di carriera.

Ai posti di cui alla lettera *a*) possono partecipare i cittadini italiani che abbiano compiuto alla data del presente bando il 17° anno di età e non superato il 26°, che non siano incorporati in altra Forza armata e che debbano ancora adempiere agli obblighi della ferma di leva per avere regolarmente ottenuto il ritardo nella prestazione del servizio militare per ragioni di studio e per altri legali motivi o siano stati dispensati dal compierlo, ovvero, se già incorporati nell'Aeronautica militare, debbano ancora ultimare la ferma di leva.

Ai posti di cui alla lettera *b*) possono partecipare i cittadini italiani che abbiano compiuto il 17° anno di età e non superato il 20° alla data del presente bando e che non siano incorporati in altra Forza armata.

Art. 2.

Gli aspiranti al concorso di cui all'art. 1 debbono:
a) avere ineccepibili precedenti morali e civili;
b) possedere la necessaria idoneità fisica e l'attitudine al pilotaggio aereo militare, da accertarsi presso un Istituto medico-legale dell'A.M.;
c) possedere, se aspiranti ai posti di allievo ufficiale di cui alla lettera *a*) dell'art. 1, uno dei seguenti titoli di studio rilasciato da scuola statale o pareggiata e debitamente vistato dal provveditore agli studi competente
diploma di maturità classica;
diploma di maturità scientifica;
diploma di maturità artistica;
diploma di abilitazione rilasciato da una qualsiasi sezione di istituto tecnico;
diploma di abilitazione magistrale;
titolo di studio conseguito all'estero, qualora sia ritenuto dal Ministero della pubblica istruzione, equipollente ad uno dei titoli predetti;
possedere, se aspirante ai posti di allievo sergente di cui alla lettera *b*) dell'art. 1, la licenza di scuola media di grado inferiore, rilasciata da una scuola statale o pareggiata e debitamente vistata dal provveditore agli studi competente;
è indispensabile la presentazione di uno dei titoli di studio di cui sopra; titoli di studio superiore a quelli elencati verranno eventualmente considerati elementi di preferenza come da capoverso 10) dell'art. 4;
d) impegnarsi a compiere la ferma ordinaria di leva di mesi 18, decorrente dal giorno dell'invio al corso di pilotaggio militare, con rinuncia esplicita a qualsiasi titolo a ferma minore od a congedo anticipato esistente o che possa sorgere durante la prestazione del servizio militare, ed impegnarsi inoltre a compiere almeno sei mesi di servizio quale pilota militare presso un reporto d'impiego dell'A.M.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso in carta legale da L. 32, anche in caso di povertà del concorrente, dovranno essere indirizzate al Ministero della difesa-Aeronautica, Direzione generale del personale militare Sezione autonoma concorsi e scuole, Roma, entro il 30 novembre 1952 e dovranno contenere la indicazione precisa del recapito dell'aspirante. Se il concorrente, dopo l'inoltro della domanda e prima di essere chiamato, cambia domicilio, deve d'urgenza comunicare il nuovo recapito.

Art. 4.

Alla domanda dovranno essere allegati i seguenti documenti redatti nella prescritta carta da bollo e debitamente legalizzati ovvero, se redatti in carta semplice, muniti della dichiarazione di povertà dell'interessato:
1) estratto o certificato dell'atto di nascita;
2) titolo di studio come indicato nell'art. 2; potrà essere presentato il diploma originale o copia notarile del medesimo, ovvero certificato vistato dal provveditore agli studi competente o copia notarile di detto certificato;
3) certificato di cittadinanza italiana o atto di notorietà dal quale risulti che l'aspirante si trovi in condizioni di poter acquistare la cittadinanza italiana con la prestazione del servizio militare ai sensi della legge 13 giugno 1912, n. 555, rilasciato in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando;
4) certificato di buona condotta rilasciato in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando dal sindaco del Comune di residenza;
5) certificato del casellario giudiziale rilasciato in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando;
6) certificato di godimento dei diritti politici se il candidato è maggiorenne, ovvero certificato dal quale risulti che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che impediscono il godimento dei diritti politici, qualora egli sia minorenne, rilasciato in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando;
7) atto di assenso all'arruolamento, redatto dal sindaco secondo i modelli 66 e 67 annessi al regolamento sul reclutamento dell'Esercito per i candidati minorenni alla data di scadenza dei termini del presente concorso a firma del padre, o in mancanza di questi, della madre, o in mancanza di entrambi i genitori, del tutore espressamente autorizzato. Qualora il candidato si trovi nella impossibilità di presentare il suddetto documento dovrà esibire dichiarazione in tal senso a firma del sindaco. Se il giovane è già emancipato, dovrà presentare l'atto di assenso del curatore;
8) dichiarazione, in carta bollata da L. 24, con la quale lo aspirante si obblighi a compiere la ferma di 18 mesi decorrente dal giorno del suo invio al corso ed a rinunciare a qualsiasi titolo di ammissione a ferma minore a quella ordinaria di leva o ad altro beneficio di riduzione della ferma che possa comunque sorgere durante la prestazione del servizio; tale dichiarazione dovrà contenere l'impegno di compiere almeno sei mesi di servizio presso un reparto d'impiego dell'A.M.;
9) dichiarazione di nulla osta all'arruolamento nell'A.M., per i concorrenti appartenenti alla leva di mare che abbiano già concorso alla predetta leva e siano stati arruolati, rilasciata dalla competente capitaneria di porto;
10) eventuali certificati comprovanti particolari attitudini o specializzazioni nel campo aeronautico, ovvero che diano diritto alle preferenze di cui all'art. 5, oppure titoli di studio superiori a quello dichiesto;
11) documenti matricolari militari.

I giovani che non sono stati arruolati dai consigli di leva per non aver ancora subito la visita medica di leva o per altri legali motivi, dovranno presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva, rilasciato dal sindaco del Comune di nascita del candidato.

Coloro, invece che hanno già subito la visita medica di leva e sono stati dichiarati «abile arruolato», dovranno presentare copia o estratto del foglio matricolare, con apposte marche da bollo da L. 40, rilasciato dal distretto militare competente.

Coloro che hanno già subito la visita medica di leva e non sono stati dichiarati « abile arruolato », dovranno presentare il certificato di esito di leva rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

I documenti di cui al presente capoverso dovranno essere rilasciati in data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando;
12) coloro che siano in possesso di un brevetto di pilotaggio o che stiano conseguendolo dovranno presentare dichiarazione in tal senso, rilasciata dal competente Aero Club, con la specifica delle ore di volo effettuate;

13) numero due copie di una stessa fotografia recente (mezzo busto, senza copricapo, su fondo chiaro, formato cm. 4 x 6, non montata su cartoncino) con firma leggibile (nome e cognome) in basso, di pugno dell'interessato; una sola delle due copie dovrà essere autenticata da un notaio su carta da bollo di L. 32 legalizzata dal tribunale competente.

Art. 5.

Non saranno prese in considerazione quelle domande che pervenissero dopo il termine stabilito. Per quelle domande che risultassero incomplete di documentazione o formalmente irregolari, il Ministero si riserva, a suo giudizio discrezionale insindacabile e caso per caso, la facoltà di accogliere il successivo completamento o la regolarizzazione della documentazione.

Indipendentemente dalla regolarità delle domande, il Ministero si riserva la facoltà di escludere dal concorso, a suo giudizio insindacabile e senza addurne i motivi, quegli aspiranti che non ritenesse opportuno ammettere a far parte della Aeronautica militare.

Apposita Commissione ministeriale, che verrà nominata con successivo decreto, provvederà alla selezione delle domande ed alla formazione della graduatoria dei candidati.

Sarà data la preferenza assoluta a coloro che posseggano il brevetto civile di pilota d'aeroplano e a coloro che abbiano compiuto almeno 10 ore di volo in qualità di allievo pilota.

Successivamente seguiranno nell'ordine di graduatoria i concorrenti che abbiano ottenuto la migliore classifica nella visita medica effettuata presso gli istituti medico-legali dell'Aeronautica. A parità di merito sarà data la preferenza nell'ordine ai candidati più giovani di età, a coloro che posseggano il brevetto di pilota di aliante, ai figli dei caduti ed invalidi dell'A.M., agli orfani di guerra ed ai figli di invalidi di guerra, agli orfani di militari e funzionari civili della Amministrazione aeronautica, agli orfani di militari e funzionari civili delle altre Forze armate, ai partigiani, ai figli di militari ed impiegati di ruolo delle Amministrazioni dello Stato.

Art. 6.

Gli aspiranti riconosciuti ammissibili saranno chiamati a presentarsi alle Commissioni mediche dell'A.M. per l'accertamento della idoneità al servizio militare, e successivamente presso gli istituti medico-legali dell'A.M. per essere sottoposti a visita psicofisiologica circa l'idoneità al pilotaggio militare.

I concorrenti saranno muniti di « lettera foglio di viaggio » alla quale saranno allegati gli scontrini per i viaggi di andata e ritorno in terza classe sulle ferrovie dello Stato a tariffa militare, senza diritto al rimborso.

Contro il giudizio pronunciato dalle autorità sanitarie non è ammesso appello.

Art. 7.

L'intero corso per il conseguimento del brevetto di pilota militare sarà svolto secondo le apposite norme che saranno emanate dal Ministero.

Gli ammessi al corso di pilotaggio aereo affluiranno alle scuole di pilotaggio militare, a scaglioni, in numero da stabilirsi di volta in volta, in diversi periodi di tempo, in relazione al numero dei posti disponibili presso le scuole stesse, con precedenza per gli elementi che verranno scelti dal Ministero secondo criteri tecnici.

Durante i corsi di pilotaggio e fino al termine della ferma di leva non è consentito il passaggio alla categoria allievi ufficiali per coloro che abbiano iniziato il corso come allievi sottufficiali.

Al conseguimento del brevetto di pilota d'aeroplano, gli allievi saranno promossi rispettivamente al grado di sergente se allievi ufficiali e al grado di 1° aviere se allievi sottufficiali.

Al termine del corso di pilotaggio, gli allievi che avranno compiuto le prove prescritte per il conseguimento del brevetto di pilota militare, nonchè superati gli esami teorici, se giudicati idonei, verrà conferita la nomina a pilota militare e immediatamente dopo, se allievi ufficiali la nomina a sottotenente di complemento dell'A.A.r.n., se allievi sottufficiali il grado di sergente a breve ferma, e con tale grado completeranno gli obblighi di servizio assunti come da impegno di cui al precedente art. 2 cap. *d*).

Art. 8.

Il Ministero, su proposta del comandante della scuola di pilotaggio, ha la facoltà di dimettere dal corso gli allievi che dimostrino mancanza di attitudini al pilotaggio, e che per ragioni fisiche o per deficienza di qualità militari non diano affidamento di poter adempiere alle funzioni di ufficiale o sottufficiale pilota.

I dimessi cesseranno quindi dalla qualità di allievi ufficiali e di allievi sergenti piloti ed espleteranno la ferma nel ruolo servizi, categoria governo, dell'A.M. con il grado raggiunto. I medesimi, qualora non siano stati prosciolti per motivi disciplinari o per deficienti qualità militari, potranno partecipare, in relazione al titolo di studio posseduto, ad altri concorsi per allievi ufficiali di complemento o per allievi specialisti dell'A.M.

Qualora invece i dimessi intendessero partecipare a concorsi per allievi ufficiali o per allievi sottufficiali o allievi specializzati di altre Forze armate, potranno, a loro domanda, ed a giudizio insindacabile del Ministero della difesa-Aeronautica, previa rinuncia al grado raggiunto, essere messi a disposizione del distretto militare o capitaneria di porto di appartenenza.

Art. 9.

Gli allievi ufficiali e sottufficiali incorporati in base al presente bando hanno l'obbligo di compiere un periodo minimo di sei mesi in qualità di sottufficiali o sergente pilota presso un reparto d'impiego dell'A.M. Tale periodo di permanenza dovrà essere compiuto anche se gli allievi conseguiranno il brevetto di pilota militare dopo il 18° mese dalla incorporazione.

Art. 10.

Il Ministero della difesa-Aeronautica al momento in cui i sottotenenti piloti di complemento, reclutati in base al presente bando dovrebbero essere congedati, ha la facoltà di trattenere in servizio coloro che ne abbiano inoltrato domanda.

Il Ministero della difesa-Aeronautica ha la facoltà, al momento in cui i sergenti piloti militari reclutati in base al presente bando dovrebbero essere congedati, di scegliere fra coloro che abbiano inoltrato domanda, con le modalità e nel numero da stabilire in relazione alle esigenze di servizio, gli elementi che per spiccate qualità militari, fisiche, intellettuali e per attitudine al volo siano ritenuti maggiormente idonei a continuare il servizio come sottufficiale di carriera.

Art. 11.

I sottotenenti di complemento ed i sergenti reclutati in base al presente concorso, con l'invio in congedo illimitato passeranno a far parte della forza in congedo dell'A.M., e saranno soggetti all'obbligo dell'allenamento ed addestramento periodici secondo le norme che verranno stabilite dal Ministero.

Art. 12.

I militari di truppa in servizio di leva dell'A.M., che siano in possesso dei requisiti prescritti dall'art. 2 del presente bando, possono chiedere l'ammissione al corso di pilotaggio purchè si impegnino ad assumere l'intera ferma prevista dalla presente determinazione, senza tener conto del servizio già prestato. Essi dovranno rinunciare al grado eventualmente rivestito, salvo ad essere reintegrati nel grado e nell'anzianità qualora vengano, per qualunque motivo, esonerati dal corso o risultino non idonei.

La domanda, redatta sulla base del precedente art. 3, dovrà essere inoltrata per via gerarchica e dovrà contenere la indicazione del domicilio della famiglia del candidato, e l'impegno a contrarre la nuova ferma di 18 mesi, riconoscendo al Ministero la facoltà di aumentare tale ferma come previsto dal precedente art. 9.

Alla domanda dovranno essere allegati soltanto i documenti indicati ai numeri 2), 5), 6) e 11) del precedente articolo 4 nonchè la copia del foglio matricolare aggiornata ed un rapporto informativo sulle qualità militari e disciplinari.

I comandi di reparto presso i quali i militari si trovano in servizio sono autorizzati, qualora nel frattempo essi acquistino titolo all'invio in congedo, a trattenerli alle armi in attesa dell'esito della domanda.

Roma, addì 20 agosto 1952

Il Ministro: PACCIARDI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 settembre 1952
Registro Difesa-Aeronautica n. 4, foglio n. 225

(4621)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE DEI MONOPOLI DI STATO

Graduatoria del concorso per esami a ventotto posti di allievo tecnico (grado 10°, gruppo A), indetto fra laureati in ingegneria civile, o industriale, o mineraria.

Col decreto Ministeriale 00/37479 del 12 settembre 1952, registrato alla Corte dei conti il 22 stesso mese, registro n. 2, foglio n. 194, è stata approvata la seguente graduatoria dei nove candidati che hanno conseguito esito favorevole nel concorso per esami a ventotto posti di allievo tecnico (grado 10°) nel ruolo del personale tecnico di gruppo *A* dei Monopoli di Stato, indetto col decreto Ministeriale 00/34273 del 13 novembre 1951, registrato alla Corte dei conti il 27 stesso mese, registro n. 2, foglio n. 202, modificato col decreto Ministeriale 00/29914 del 23 aprile 1952, registrato alla Corte dei conti il 17 maggio stesso anno, registro n. 1, foglio n. 394.

COGNOME E NOME	Media voti prove scritte	Voto prova orale	Aliquota 1/30 dei voti della prova di lingue estere	Somma
1. Flamigni ing. Federico fu Pietro	8,75	8	0,20	16,95
2. Luciano ing. Loris di Francesco	7	7,50	0,40	14,90
3. Mancini ing. Marando di Secondo	7,50	7	—	14,50
4. Piazza ing. Giuseppe di Salvatore	8	6	0,433	14,433
5. Seglias ing. Alberto di Daniele	7,75	6,50	—	14,25
6. Carpano ing. Francesco di Vincenzo	7,75	6,25	—	14
7. Plenario ing. Giorgio di Guido	7,75	6	—	13,75
8. Maccarelli ing. Antonio fu Mariano	7,25	6	—	13,25
9. Scardovi ing. Giovanni fu Lorenzo	7	6	—	13

I concorrenti compresi nella graduatoria suindicata, sono dichiarati vincitori del concorso nell'ordine della graduatoria medesima.

(4631)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo A) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria, per la direzione della Stazione sperimentale di caseificio di Lodi, indetto con decreto Ministeriale 29 gennaio 1952.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 29 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 29 febbraio 1952, registro n. 4, foglio n. 319, con il quale è stato indetto un concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione sperimentale di caseificio di Lodi;

Visto l'art. 45 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, concernente la nomina e la composizione delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per direttore straordinario nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 58, che tiene ferma la sospensione temporanea delle norme richiedenti il parere dei Corpi consultivi tecnici, compreso il Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste, del quale non è avvenuta finora la ricostituzione;

Ritenuta l'opportunità che il concorso venga espletato sollecitamente e che all'uopo sia provveduto alla nomina della relativa Commissione giudicatrice;

Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888, che stabilisce i compensi a favore dei componenti e segretari delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per l'ammissione di personale nelle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

E' nominata la seguente Commissione giudicatrice del concorso per titoli, indetto con il decreto citato nelle premesse, a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione sperimentale di caseificio di Lodi:

Membri effettivi:

Bartolo prof. Maymone, direttore dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma;

Arnaudi prof. Carlo, ordinario di microbiologia agraria e tecnica nell'Università di Milano;

Pratolongo prof. Ugo, ordinario di chimica agraria nell'Università di Milano;

Vezzani prof. Vittorio, ordinario di zootecnia generale nell'Università di Torino;

D'Alfonso prof. Cesare, ordinario di zootecnia generale nell'Università di Napoli.

Membri supplenti:

Usuelli prof. Filippo, ordinario di zootecnia generale nell'Università di Milano;

Magliano prof. Arturo, ordinario di zootecnia generale nell'Università di Pisa.

Ai componenti della Commissione, dato che le disposizioni che regolano il concorso sono in tutto analoghe a quelle per i concorsi a cattedre universitarie, sarà corrisposto il compenso stabilito dall'art. 9 della legge 4 novembre 1950, n. 888.

Ad essi saranno altresì corrisposti, qualora competano, il trattamento economico di missione e il rimborso delle spese di viaggio di cui all'art. 6, secondo comma, di detta legge.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 luglio 1952

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 agosto 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 14, foglio n. 119. — BERITELLI

(4611)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo A) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria, per la direzione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo, indetto con decreto Ministeriale 10 gennaio 1952.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 10 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 20 febbraio 1952, registro n. 4, foglio n. 93, con il quale è stato indetto un concorso per titoli a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo;

Visto l'art. 45 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, concernente la nomina e la composizione della Commissione giudicatrice dei concorsi per direttore straordinario nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria;

Visto l'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 58, che tiene ferma la sospensione temporanea delle norme richiedenti il parere dei Corpi consultivi tecnici, compreso il Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste, del quale non è avvenuta finora la ricostituzione;

Ritenuta l'opportunità che il concorso venga espletato sollecitamente e che all'uopo sia provveduto alla nomina della relativa Commissione giudicatrice;

Vista la legge 4 novembre 1950, n. 888, che stabilisce i compensi a favore dei componenti e segretari delle Commissioni giudicatrici dei concorsi per l'ammissione di personale nelle Amministrazioni dello Stato;

Decreta:

E' nominata la seguente Commissione giudicatrice del concorso per titoli, indetto con il decreto citato nelle premesse, a un posto di direttore straordinario (grado 7°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria per la direzione della Stazione sperimentale di maiscoltura di Bergamo:

Membri effettivi:

Avanzi prof. Enrico, ordinario di agronomia e coltivazioni erbacee nell'Università di Pisa;

Mancini prof. Ettore, ordinario di agronomia e coltivazioni erbacee nell'Università di Bologna;

De Cillis prof. Ugo, direttore della Stazione sperimentale di granicoltura di Rieti;

Draghetti prof. Alfonso, direttore della Stazione agraria sperimentale di Modena;

Jucci prof. Carlo, ordinario di zoologia nell'Università di Pavia.

Membri supplenti:

Carrante prof. Vincenzo, direttore della Stazione agraria sperimentale di Bari;

Crescini prof. Francesco, ordinario di agronomia e coltivazioni erbacee nell'Università di Milano.

Ai componenti della Commissione, dato che le disposizioni che regolano il concorso sono in tutto analoghe a quelle per i concorsi a cattedre universitarie, sarà corrisposto il compenso stabilito dall'art. 9 della legge 4 novembre 1950, n. 888.

Ad essi saranno altresì corrisposti, qualora competano, il trattamento economico di cui all'art. 6, secondo comma, di detta legge.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 luglio 1952

Il Ministro: FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 agosto 1952
Registro Agricoltura e foreste n. 14, foglio n. 120. — BERITELLI

(4612)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Monopoli (Bari).

IL MINISTRO AD INTERIM PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso, in data 31 gennaio 1952, per il conferimento del posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Monopoli (Bari);

Visto il decreto Ministeriale 31 luglio 1952, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito, formata dalla Commissione stessa, e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851 nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati nel concorso al posto di segretario capo di 2ª classe, vacante nel comune di Monopoli (Bari), nell'ordine appresso indicato:

N.	Candidato		Punti	
1.	Rianò dott. Enrico	punti	93,52	su 132
2.	Fiorentin dott. Antonio	»	91,85	»
3.	Quarato Matteo	»	90,33	»
4.	Condemi Bruno	»	87,50	»
5.	Ciccotta Luigi	»	85,10	»
6.	Di Palma dott. Leucio	»	84,43	»
7.	Di Pilla dott. Giovannangelo	»	83,05	»
8.	Augello dott. Fedele	»	83 —	»
9.	Tampone Francesco	»	82,93	»
10.	Piccaia dott. Matteo	»	82,36	»
11.	Valle Mario	»	82,34	»
12.	Galli Emilio	»	81,76	»
13.	Lucchese Cosimo	»	81,72	»
14.	Damiani Italo	»	81,66	»
15.	Giaquinto Annibale	»	81,18	»
16.	Pelosi dott. Luigi	»	80,68	»
17.	Rodighiero dott. Rocco	»	80,40	»
18.	Cagnazzo rag. Raffaele	»	78,33	»
19.	Cavallina Egisto	»	78,18	»
20.	Parrini Cantini dott. Emilio	»	78 —	»
21.	Veronese Vittorio	»	77,33	»
22.	Importuno Luigi	»	77 —	»
23.	Porretti Antonio	»	76,77	»
24.	Pieschi dott. Antonio	»	76,64	»
25.	Albrizio Bernardino	»	76,50	
26.	Romeo Attilio	»	76,16	»
27.	Lapone Giovanni	»	76 —	»
28.	Palermiti Domenico	»	74,67	»
29.	Russo Luigi	»	74,33	»
30.	Galli dott. Pietro	»	74,04	»
31.	Teramo Antonio	»	73,86	»
32.	Benincasa Francesco	»	73,80	»
33.	Zito dott. Francesco	»	73,70	»
34.	Di Pietro dott. Alfio	»	71,27	»
35.	Bulla Guglielmo	»	70,31	»
36.	Barbi Egidio	»	70 —	»
37.	Ruggieri dott. Angelantonio	»	69,95	»
38.	Mastrangelo rag. Domenico	»	69,80	»
39.	Romano dott. Antonio	»	68,86	»
40.	Ferrigni dott. Giovanni	»	68,50	»
41.	Milella dott. Michele	»	67,72	»
42.	Castellaneta dott. Francesco	»	65,72	»
43.	Caimmi dott. Luigi	»	65,60	»
44.	Medicamento dott. Umberto	»	64,85	»
45.	Fera Vincenzo	»	64,58	»
46.	Barba Giuseppe	»	64,02	»
47.	Fornaciari dott. Raoul	»	63,98	»
48.	Schiavina dott. Renato	»	63,73	»
49.	Cascio Nicolò	»	63 —	»
50.	Graziani dott. Marcello	»	62,02	»
51.	Nardelli dott. Angelo	»	61,93	»
52.	Coppa dott. Gerardo	»	61,42	»
53.	Specchio dott. Franco	»	60,72	»
54.	Rainone Francesco	»	60,46	»
55.	D'Alimonte dott. Amedeo	»	60,22	»
56.	Greco Orlando	»	59,50	»
57.	Gasponi Vittorio	»	59,10	»
58.	Chiaramondia dott. Francesco	»	57,35	»
59.	Guariglia dott. Francesco	»	55,60	»
60.	Murolo Gaetano	»	54,16	»
61.	Marzilli dott. Annibale	»	54 —	»
62.	Maroncelli dott. Giulio	»	53,64	»
63.	Fedele dott. Antonino	»	53,50	»
64.	Mastrangelo Giovanni	»	52,60	»
65.	Riselli Carlo	»	52,50	»
66.	Grignani Giuseppe	»	52 —	»
67.	Musumeci rag. Umberto	»	51 —	»
68.	Mondino Vittorio	»	48,50	»
69.	Conte Gaetano	»	45,25	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 settembre 1952

Il Ministro ad interim: SPATARO

(4506)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.